

Fiche 6

Projets de travaux donnant lieu à la valorisation exclusive des CEE par l'Anah

Réf. : délibérations n° 2023-45 (PO), n° 2023-47 (MPR copropriétés) et n°2023-48 (copropriétés en difficulté) du 6 décembre 2023, délibération n° 2023-24 du 14 juin 2023 (MPR copropriétés en Outre-Mer) et la délibération n° 2024-02 du 13 mars 2024 (PB), art. 15-H du RGA

1. Principe : Condition de valorisation exclusive des CEE par l'Anah	3
1.1 Champ d'application	4
1.2 Nature et portée de l'engagement	5
2. Cas particuliers des travaux en parties communes de copropriété	5
3. Rôle des services instructeurs dans la valorisation des CEE	6
3.1 Modalités d'information des bénéficiaires des aides, primes et bonifications	6
3.2. Vérification des services instructeurs	7
3.2.1 Vérification commune aux demandes déposées par des PO, PB et syndicats de copropriétaires	7
3.2.2. Vérifications spécifiques aux dossiers déposés par des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs (MPR Parcours accompagné) et par des PB au titre du dispositif Habiter Mieux	7
3.2.3. Vérifications spécifiques aux dossiers déposés par des syndicats de copropriétaires	8
3.3 Vérification de la complétude du dossier et information à reporter dans le système d'information de l'Agence	8
3.3.1 Dossiers déposés par des Propriétaires occupants	8
3.3.2 Dossier déposés par des Propriétaires bailleurs hors MPR Parcours accompagné ou des syndicats de copropriétaires	9

La présente fiche apporte des précisions sur les conditions de valorisation des CEE par l'Anah.

Tableau synthétique des cas de valorisation exclusive des CEE par l'Anah

Demandeur	Nature des travaux	Aide, Bonifications et primes	Engagements du bénéficiaire de réserver la valorisation des CEE à l'Anah
PO	Travaux de rénovation énergétique	aide MaPrimeRénov' Parcours accompagné	<ul style="list-style-type: none"> ➤ attestation CEE ➤ Attestation de travaux « factures » du MAR
PO	Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé permettant au logement de réaliser un saut d'au moins deux classes et/ou bénéficiant d'une bonification « sortie de passoire énergétique ».	aide MaPrimeLogement Décent	<ul style="list-style-type: none"> ➤ attestation CEE ➤ Attestation de travaux « factures » du MAR
PO	Travaux en parties communes d'une copropriété donnant lieu à l'attribution de CEE	aide individuelle aux travaux en parties communes	Pas d'engagements au titre des CEE car le demandeur n'est pas maître d'ouvrage des travaux
PB (hors organismes agréés MOI)	Travaux de rénovation énergétique	aide MaPrimeRénov' Parcours accompagné	<ul style="list-style-type: none"> ➤ attestation CEE ➤ Attestation de travaux « factures » du MAR
PB (hors organismes agréés MOI)	Travaux de rénovation énergétique	prime Habiter mieux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cerfa n° 14 566*04 «engagements complémentaires » ➤ Cerfa n° 15347 « attestation d'exclusivité du professionnel » ou téléprocédure
PB (hors organismes agréés MOI)	Travaux de lutte contre l'habitat indigne avec volet de rénovation énergétique	prime Habiter mieux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cerfa n° 14 566*04 «engagements complémentaires » ➤ Cerfa n° 15347 « attestation d'exclusivité du professionnel » ou téléprocédure
PB	Travaux en parties communes donnant lieu à l'attribution de CEE	aide individuelle aux travaux en parties communes	Pas d'engagements au titre des CEE car le demandeur n'est pas maître d'ouvrage des travaux
Syndicat de copropriétaires de copropriétés fragiles	<ul style="list-style-type: none"> > En Métropole : Travaux de rénovation énergétique remplissant les conditions du dispositif « MPR copropriété » > Dans les DROM : Travaux de rénovation énergétique remplissant les conditions du dispositif « MPR copropriété en Outre-Mer » 	<ul style="list-style-type: none"> > En Métropole bonification copropriétés fragiles > Dans les DROM : prime Copropriétés Fragiles 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cerfa n° 14 566*04 «engagements complémentaires » ➤ Cerfa n° 15347 « attestation d'exclusivité du professionnel »
Syndicat de copropriétaires de copropriétés en difficulté	<ul style="list-style-type: none"> > En Métropole : Travaux de rénovation énergétique remplissant les conditions du dispositif « MPR copropriété » > Dans les DROM : Travaux de rénovation énergétique remplissant les conditions du dispositif « MPR copropriété en Outre-Mer » 	<ul style="list-style-type: none"> > en Métropole : bonification Copropriétés en difficulté > dans les DROM : prime Copropriétés en difficulté 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cerfa n° 14 566*04 «engagements complémentaires » ➤ Cerfa n° 15347 « attestation d'exclusivité du professionnel »
Dossiers comportant à la fois des travaux en parties communes de copropriété et des travaux en parties privatives			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Si les travaux en parties privatives sont prépondérants dans le gain de performance énergétique : Engagement de réserver la valorisation exclusive des CEE à l'Anah sur les seuls travaux en parties privatives. ➤ Si le gain de performance énergétique tient principalement aux travaux en parties communes de copropriété : Pas d'engagements au titre des CEE

1. Principe : Condition de valorisation exclusive des CEE par l'Anah

- **Extrait du 4.1.2 de la délibération n°2023-45 (PO) du 6 décembre 2023**
4.1.2 Valorisation des CEE par l'Anah
Dans le cas où le projet de travaux donne lieu à l'attribution de certificats d'économies d'énergie (CEE), le bénéficiaire, lorsqu'il est le maître d'ouvrage des travaux, s'engage sur l'honneur à réserver l'exclusivité de la valorisation des CEE à l'Anah.
- **Extrait du 3° a) de la délibération n°2023-45 (MPR copropriétés en Outre-Mer) du 14 juin 2023**
L'éligibilité à cette prime est conditionnée par l'engagement du bénéficiaire, maître d'ouvrage des travaux, de réserver l'exclusivité de la valorisation des CEE à l'Anah.
- **Extrait du a) du 5.1.1. de l'article 5 de la délibération n°2024-02 (PB MPR Parcours accompagné) du 13 mars 2024 :**
Dans le cas où le projet de travaux donne lieu à l'attribution de certificats d'économies d'énergie (CEE), le bénéficiaire, lorsqu'il est le maître d'ouvrage des travaux, s'engage sur l'honneur à réserver l'exclusivité de la valorisation des CEE à l'Anah.
- **Extrait du b) du 5.1.1. de l'article 5 de la délibération n°2024-02 (PB) du 13 mars 2024 :**
L'éligibilité du projet à la prime Habiter Mieux est conditionnée à l'engagement du bénéficiaire, lorsqu'il est le maître d'ouvrage des travaux, de réserver l'exclusivité de la valorisation des certificats d'économies d'énergie (CEE) à l'Anah.
- **Extrait du iii de l'article 6.1 de la délibération n°2024-02 (PB) du 13 mars 2024 :**
Pour ces opérations de maîtrise d'ouvrage d'insertion, l'octroi des aides en faveur d'un ou plusieurs organismes agréés n'est pas conditionné à la valorisation des CEE par l'Anah.
- **Extrait du 5.1.2. de la délibération n° 2023-47 (MPR copropriétés) du 6 décembre 2023 :**
→ **Bonification pour les copropriétés fragiles**
« Les copropriétés fragiles, c'est-à-dire les copropriétés qui ont un taux d'impayés de charges de copropriété d'au moins 8 % du budget voté de l'année N-2 ou qui sont situées dans un quartier identifié au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), bénéficient d'une bonification de 20 points du taux de l'aide « socle » de premier ou de second niveau.
L'éligibilité à cette prime est conditionnée par l'engagement du bénéficiaire, maître d'ouvrage des travaux, de réserver l'exclusivité de la valorisation des CEE à l'Anah. »
- **Extrait du 5.2.1. a) et 5.2.2. a) de la délibération n° 2023-48 (copropriétés en difficulté) du 6 décembre 2023 :**
→ **Bonification « Copropriété en difficulté » en Métropole**
a) Bonification du taux de subvention de l'aide « socle »

Les copropriétés dites en difficulté visée au 7° du I de l'article R. 321-12 du CCH peuvent bénéficier d'une bonification de 20 points du taux de l'aide « socle ». L'éligibilité à cette prime est conditionnée par l'engagement du bénéficiaire, maître d'ouvrage des travaux, de réserver l'exclusivité de la valorisation des CEE à l'Anah.

→ Prime pour les « copropriétés en difficulté » dans les DROM

a) Prime pour les copropriétés en difficulté dans les DROM

Les copropriétés dites en difficulté visée au 7° du I de l'article R. 321-12 du CCH peuvent bénéficier d'une prime de 3 000 € par logement. L'éligibilité à cette prime est conditionnée par l'engagement du bénéficiaire, maître d'ouvrage des travaux, de réserver l'exclusivité de la valorisation des CEE à l'Anah.

Dispositions identiques pour les dossiers déposés par des PB « Habiter Mieux » ou des syndicats de copropriétaires :

« Le bénéficiaire doit par conséquent fournir à l'Anah les attestations d'exclusivité signées par chaque professionnel mettant en œuvre les travaux d'économies d'énergie concernés, ou assurant la maîtrise d'œuvre de l'opération, en précisant son engagement à fournir exclusivement à l'Anah les documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des CEE. »

1.1 Champ d'application

La condition de valorisation exclusive des CEE par l'Agence s'applique dès lors que le demandeur de la subvention est le maître d'ouvrage de l'opération à :

- tout propriétaire occupant sollicitant une aide au titre de MaPrimeRénov' Parcours accompagné,
- tout propriétaire occupant sollicitant une aide au titre de MaPrimeLogementDécent pour un projet de travaux réalisant un gain d'au moins deux classes et/ou bénéficiant d'une bonification « sortie de passoire énergétique,
- tout propriétaire bailleur réalisant des travaux de rénovation énergétique au titre des dispositifs MaPrimeRénov' Parcours accompagné, Habiter Mieux (hors organismes agréés MOI) ou des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé intégrant un volet rénovation énergétique,
- tout syndicat de copropriétaires dont les travaux donnent lieu à une « bonification Copropriétés fragiles » en Métropole ou dans les départements et régions d'Outre-Mer (DROM),
- tout syndicat de copropriétaires d'une copropriété en difficulté dont les travaux donnent lieu à une « bonification Copropriété en difficulté » ou une « prime Copropriété en difficulté » (dans les DROM).

1.2 Nature et portée de l'engagement

Pour solliciter les aides, primes et bonifications susvisées, ces demandeurs s'engagent :

- à ne pas valoriser en leur nom les CEE (attestation de valorisation des CEE par l'Anah et attestation de travaux « Factures » de MonAccompagnateurRénov' pour les PO et cerfa n° 14 566*04 « engagements complémentaires » pour les PB et les syndicats de copropriétaires)
- à ne pas permettre la valorisation des CEE par un tiers ;
- Pour les propriétaires bailleurs hors MaPrimeRénov' Parcours accompagné et les syndicats de copropriétaires uniquement : à transmettre à l'Anah les documents nécessaires à la valorisation des CEE : factures et attestations d'exclusivité signées par les professionnels du bâtiment intervenus sur le chantier en qualité de maître d'œuvre (cerfa n° 15347 « attestation d'exclusivité du professionnel » ou téléprocédure mise en place par l'Anah). La production de cette attestation du professionnel conditionne le versement de la prime au terme des travaux.

2. Cas particuliers des travaux en parties communes de copropriété

Il convient de distinguer les trois cas de figure suivants.

Cas n° 1 :

Les travaux de rénovation énergétique (gain de performance énergétique d'au moins 35 %) réalisés par un syndicat de copropriétaires bénéficiant d'une aide de l'Anah (MPR Copropriété ou MPR copropriété en Outre-Mer)

→ L'intégralité des CEE issus des travaux financés sera valorisée par le syndicat.

Cas n° 2 :

Les travaux de rénovation énergétique (gain de performance énergétique d'au moins 35 %) réalisés par un syndicat de copropriétaires d'une copropriété bénéficiant d'une aide de l'Anah (MPR Copropriété ou MPR copropriété en Outre-Mer) avec bonification Copropriétés fragiles

→ L'intégralité des CEE issus des travaux financés sera valorisée par l'Anah.

Cas n° 3 : Les travaux font l'objet d'une aide au syndicat de copropriétaires de copropriété en difficulté donnant lieu à valorisation exclusive des CEE par l'Anah

→ L'intégralité des CEE issus des travaux financés sera valorisée par l'Anah.

Cas n° 4 : Les travaux d'économie d'énergie en parties communes (portant sur une copropriété de moins de 75 % de lots à usage d'habitation - ou à défaut de moins de 75 % de tantièmes de lots de copropriété à usage d'habitation - ou de moins de 65 % de lots à usage d'habitation (ou à défaut de moins de 65 % de tantièmes de lots de copropriété à usage d'habitation) pour les copropriétés de vingt lots d'habitation ou moins qui font uniquement l'objet d'aides individuelles aux copropriétaires occupants ou bailleurs, sans aucune aide au syndicat.

Les bénéficiaires d'aides individuelles ne sont pas maîtres d'ouvrage des travaux. Le syndicat de copropriétaires quant à lui, n'est pas concerné par les aides octroyées.
→ Dans cette hypothèse, il est donc impossible de garantir le droit d'exclusivité de l'Anah sur la quote-part de CEE correspondant aux travaux financés. Les copropriétaires bénéficiaires d'une aide individuelle pour des travaux d'économies d'énergie réalisés en parties communes de copropriété ne sont donc pas tenus de prendre les engagements en matière de CEE.

Point de vigilance : l'éligibilité de copropriété de moins de 65% de lots d'habitation est conditionnée à la publication de l'arrêté actualisation du règlement général de l'Agence. Cette publication est en cours.

3. Rôle des services instructeurs dans la valorisation des CEE

3.1 Modalités d'information des bénéficiaires des aides, primes et bonifications

Les obligations visées au 1.2. de la présente instruction sont rappelées dans le courrier de notification de l'aide. Le respect de ces obligations conditionne l'octroi des aides, primes ou bonifications donnant lieu à valorisation exclusive des CEE par l'Anah.

S'il est établi, à l'instruction de la demande de paiement de la subvention ou ultérieurement, que les CEE ont été valorisés par un tiers, l'aide de l'Anah et les primes et bonifications pourront faire l'objet d'une décision de retrait total ou partiel et de reversement.

Le retrait sera total lorsque le bénéficiaire a, en violation de ses engagements, valorisé les CEE directement. Il sera partiel lorsque la valorisation des CEE a été réalisée par un tiers (à l'insu du demandeur).

Dans le cas d'un dossier « syndicat de copropriétaires » présentant un projet de travaux donnant lieu à valorisation exclusive des CEE par l'Anah, il est demandé, pour assurer la parfaite information des copropriétaires, que la délibération d'assemblée générale jointe à la demande de subvention (délibération autorisant le syndic, ou un autre mandataire, à présenter le dossier de financement auprès de l'Anah) indique expressément que l'Anah dispose d'un droit d'exclusivité pour la valorisation des CEE générés par les travaux financés.

Les services instructeurs doivent être attentifs lors de l'instruction des demandes de subvention et de paiement du solde de la subvention aux mentions figurant sur les devis et les factures présentés, afin, le cas échéant, d'aviser le maître d'ouvrage des risques de valorisation par un tiers autre que l'Anah.

3.2. Vérification des services instructeurs

3.2.1 Vérification commune aux demandes déposées par des PO, PB et syndicats de copropriétaires

Il est vérifié que les travaux projetés ne conduisent pas à une hausse des émissions de gaz à effet de serre pour les dossiers comprenant un changement d'énergie de chauffage.

Afin de permettre la valorisation des CEE par l'Anah, l'article L. 221-7-1 du code de l'énergie précise que l'évaluation énergétique doit attester que les travaux projetés ne conduisent pas à une hausse des émissions de gaz à effet de serre. Cette règle concerne les projets conduisant à un changement d'énergie de chauffage car ces types de travaux sont susceptibles d'accroître les émissions de gaz à effet de serre.

L'audit et l'évaluation énergétique doivent donc attester que les travaux projetés ne conduisent pas à une hausse des émissions de gaz à effet de serre.

Focus sur les différentes déclinaisons des objectifs de réduction des gaz à effet de serre

Outre le principe général selon lequel les travaux projetés ne doivent pas conduire à une augmentation des gaz à effet de serre, il existe pour chaque dispositif des obligations spécifiques :

- Pour les dossiers déposés par des PO et PB au titre du dispositif MPR Parcours accompagné et PB au titre du dispositif Habiter Mieux :
 - « - le projet de travaux n'intègre pas l'installation ou le remplacement d'une chaudière alimentée majoritairement aux énergies fossiles
 - le projet ne conduit pas après travaux, à conserver une chaudière ou un équipement de production d'eau chaude sanitaire alimentée majoritairement au fioul. »
- Pour les dossiers déposés par des syndicats de copropriétaires au titre du dispositif MPR Copropriété et par des syndicats de copropriétaires de copropriété en difficulté :
 - « Dans le cadre des objectifs de réduction des gaz à effet de serre, aucune aide ne peut être attribuée par l'Agence pour l'installation ou le remplacement des chaudières au fioul ou au charbon. »

3.2.2. Vérifications spécifiques aux dossiers déposés par des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs (MPR Parcours accompagné) et par des PB au titre du dispositif Habiter Mieux

Dans le cadre des demandes d'aides PO et PB au titre de MPR Parcours accompagné, il convient de s'assurer en outre que :

- le projet de travaux n'intègre pas l'installation ou le remplacement d'une chaudière alimentée majoritairement aux énergies fossiles.
Les projets intégrant l'installation ou le remplacement d'une chaudière fonctionnant au gaz, au fioul, ou au charbon, si elle fournit plus de 30% des besoins annuels de chauffage du logement ne peuvent donner lieu à valorisation de CEE et ne sont pas finançables par l'agence.
- le projet ne conduit pas après travaux, à conserver une chaudière ou un équipement de production d'eau chaude sanitaire alimentée majoritairement au fioul.

Les projets qui, après travaux, conservent une chaudière ou un équipement de production d'eau chaude sanitaire fournissant plus de 30% des besoins annuels de chauffage du logement, fonctionnant au fioul ne peuvent donner lieu à valorisation de CEE et ne sont pas finançables par l'agence.

3.2.3. Vérifications spécifiques aux dossiers déposés par des syndicats de copropriétaires

Dans le cadre des demandes d'aides déposés par des syndicats de copropriétaires, il convient de s'assurer en outre que le projet n'intègre pas l'installation ou le remplacement de chaudières au fioul ou au charbon.

3.3 Vérification de la complétude du dossier et information à reporter dans le système d'information de l'Agence

Les demandes de CEE formulées par l'Anah auprès du Pôle national des CEE s'appuient sur les informations renseignées dans OPAL par le service instructeur. Il est par conséquent nécessaire que ces derniers s'assurent de la fiabilité des informations relatives à la présence des attestations d'exclusivité des CEE.

3.3.1 Dossiers déposés par des Propriétaires occupants

3.3.1.1 Travaux de rénovation énergétique :

A l'instruction de la demande de solde, le service instructeur vérifie l'attestation travaux du MAR et l'attestation d'exclusivité CEE.

3.3.1.2 Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé permettant au logement de réaliser un gain d'au moins deux classes et/ou bénéficiant d'une bonification « sortie de passoire énergétique ».

A l'instruction de la demande de solde, le service instructeur vérifie que le dossier est éligible à la bonification "sortie de passoire énergétique" :

- si tel est le cas l'instructeur demande l'attestation d'exclusivité CEE et l'attestation MAR, les vérifie. Si celle-ci n'est pas fournie alors le ménage ne touchera pas la bonification "sortie de passoire énergétique".
- si le projet, sans être éligible à la bonification "sortie de passoire énergétique" permet toutefois de réaliser un saut de deux classes, l'opérateur fournit les documents justifiant que les travaux répondent aux critères de la fiche d'opération standardisée BAR-TH rénovation d'ampleur.

3.3.2 Dossier déposés par des Propriétaires bailleurs hors MPR Parcours accompagné ou des syndicats de copropriétaires

A l'instruction de la demande de solde, le service instructeur des aides de l'Anah doit attester dans le système d'information de l'Agence de la complétude du dossier en ce qui concerne les CEE en sélectionnant exclusivement « Attestation CEE » ou « Travaux PC » (travaux sur parties communes). En cas de non-respect de ses engagements par le bénéficiaire, mettre en œuvre une procédure de retrait (et de reversement, le cas échéant).

En sélectionnant l'une des propositions du champ « CEE », le service instructeur s'engage vis-à-vis de l'Anah centrale sur les caractéristiques des travaux financés et le contenu du dossier conservé au niveau local.

Vérification n°1 : le bénéficiaire est-il maître d'ouvrage des travaux d'économies d'énergie donnant lieu à l'attribution des CEE ?

OUI : les travaux sont réalisés directement par le bénéficiaire de l'aide, ou en son nom	NON : le bénéficiaire de l'aide n'est pas maître d'ouvrage des travaux
<p><i>Types de situation rencontrés :</i></p> <p>→ PB : travaux sur un immeuble en monopropriété (maison individuelle, immeuble de logements détenu par un propriétaire unique)</p> <p>→ PB : travaux portant uniquement ou principalement sur les parties privatives d'un immeuble en copropriété</p> <p>→ Syndicat de copropriétaires de copropriétés fragiles: travaux de rénovation énergétique</p> <p>→ Syndicat de copropriétaires de copropriétés en difficulté : travaux de rénovation énergétique</p>	<p><i>Types de situation rencontrés :</i></p> <p>→ PB : travaux en parties communes de copropriété, réalisés sous maîtrise d'ouvrage du syndicat de copropriétaires</p>

<p>Les bénéficiaires sus-désignés sont tenus de souscrire les engagements auprès de l'Anah</p> <p>↳ Pour les demandes le service instructeur atteste de la complétude du dossier en matière de CEE en sélectionnant la proposition « attestations CEE ».</p> <p>L'examen de la demande de paiement peut être poursuivi dans les conditions habituelles</p> <p>↳ Pour les dossiers des PB et des syndicats de copropriétaires le service instructeur passe obligatoirement à la vérification n° 2.</p>	<p>Les copropriétaires bénéficiaires d'une aide individuelle pour des travaux d'économies d'énergie réalisés en parties communes de copropriété ne sont donc pas tenus de souscrire les engagements auprès de l'Anah.</p> <p>↳ le service instructeur renseigne le champ « CEE » en sélectionnant la proposition « Travaux PC ».</p>
---	---

Dans le cas (rare) d'un dossier PB comportant à la fois des travaux en parties communes de copropriété et des travaux en parties privatives, le service détermine si ces derniers jouent un rôle prépondérant dans le gain de performance énergétique et, le cas échéant, passe aux étapes suivantes en analysant le respect des règles d'exclusivité sur les seuls travaux en parties privatives. A l'inverse, si le gain de performance énergétique tient principalement aux travaux en parties communes de copropriété, la proposition « Travaux PC » doit être sélectionnée.

Vérification n° 2: les attestations d'exclusivité des professionnels sont-elles jointes aux factures présentées à l'appui de la demande de paiement de la subvention ?

<p>OUI : toutes les attestations d'exclusivité des professionnels (une attestation par professionnel) sont jointes</p>	<p>NON : il manque une ou plusieurs attestations d'exclusivité des professionnels</p>
<p>↳ le service instructeur atteste de la complétude du dossier en matière de CEE en sélectionnant la proposition « attestations CEE ».</p> <p>L'examen de la demande de paiement peut être poursuivi dans les conditions habituelles</p>	<p>↳ le service instructeur subordonne le paiement de la prime à la production des attestations d'exclusivité manquantes</p> <p>Nb : si l'entreprise a fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire : le propriétaire fournit la preuve que tout a été tenté pour récupérer les CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'attestation d'exclusivité signée du liquidateur judiciaire • ou un courrier du liquidateur refusant de signer l'attestation d'exclusivité • à défaut la copie du courrier en recommandé envoyé par le demandeur à l'entreprise et/ou liquidateur demandant de signer l'attestation d'exclusivité <p><i>NB : les pièces précisées ci-dessous devront être rattachées dans l'onglet courriers Op@l et il conviendra de cocher dans Op@l « pas d'attestation CEE » dans le traitement du solde dans l'onglet paiement.</i></p> <p>↳ avec ces justificatifs, l'examen de la demande de paiement peut être poursuivi dans les conditions habituelles.</p>

**** Il est strictement interdit de sélectionner la proposition « attestations CEE » pour un dossier qui ne comprendrait pas les attestations. ****

Si le dossier n'est pas complet, le service procède à une demande de pièces complémentaires. Ce courrier rappellera les engagements à respecter en matière de CEE et fixera un délai suffisant (deux mois) pour la production des documents manquants. Il indiquera que, en cas de non-transmission des pièces, l'aide et les primes et bonifications éventuelles de l'Anah feront l'objet d'un retrait total ou partiel.

Si les attestations ne sont pas transmises au terme d'un certain délai, ou s'il s'avère que les engagements d'exclusivité n'ont pas été respectés et que les CEE ont été valorisés par un tiers, l'aide et les primes et bonifications éventuelles feront l'objet d'une décision de retrait et, le cas échéant, de reversement.

La procédure est menée dans le respect des dispositions du règlement général de l'Anah (*article R. 321-21 du code de la construction et de l'habitation et des articles 21 et 22 du règlement général de l'Anah*).

Les services instructeurs sont invités à prendre contact avec l'unité d'appui aux territoires via le formulaire de contact accessible sur Extrarénov', qui pourra les assister à toutes les étapes de la procédure.